

MLC facilities

7 rue Alexander Fleming

21121 Ahuy

contact@mlc-facilities.fr



DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES
Département des Affaires Immobilières de Dijon
72A rue d'Auxonne
BP 13331
21033 DIJON

Centre Détention de Châteaudun

**D955 Rte d'Orléans
28200 Châteaudun**

***Travaux de mise en conformité accessibilité (AD'AP)
Cahier des Clauses Techniques Particulières***

CCTP Lot 5 : ÉLECTRICITÉ COURANTS FORTS/FAIBLES

SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2	INTERVENANTS.....	4
1.3	CONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.4	SOUS TRAITANCE	5
1.5	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	5
1.6	NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES.....	5
1.7	PIÈCES PARTICULIÈRES	5
1.8	DÉPENSES DIVERSES	5
1.9	RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :	6
2	OBSERVATIONS GÉNÉRALES	7
2.1	ÉTENDUE DES TRAVAUX	7
2.2	SITE OCCUPÉ.....	7
2.3	ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT	7
2.4	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	8
2.5	COORDINATION.....	8
2.6	CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE.....	9
2.7	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE.....	9
3	ORGANISATION DU CHANTIER	10
3.1	PERSONNEL ET RESPONSABLE.....	10
3.2	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	10
3.3	COMPTE RENDU DE CHANTIER	10
3.4	ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE	10
3.5	HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.....	10
3.6	NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES.....	11
3.7	ÉVACUATION DES DÉCHETS	12
3.8	CAROTTAGES	12
3.9	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	12
3.10	OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.	13
3.11	ESSAIS ET RÉCEPTIONS	13
3.12	LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA.....	13
4	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES	14
4.1	CHEMINEMENTS :.....	14
4.1.1	CHEMINS DE CÂBLES	14
4.1.2	GOULOTTES, MOULURES ET CANALISATIONS APPARENTES	14
4.1.3	GAINES ET FOURREAUX.....	15
4.1.4	ADAPTATIONS PARTICULIÈRES	15
4.2	TERRE ET LIAISONS ÉQUIPOTENTIELLES	15
4.3	ARMOIRES ÉLECTRIQUES ET TABLEAUX DIVISIONNAIRES	15
4.4	CÂBLES.....	16
4.5	REPÉRAGES	16
4.6	PROTECTION COUPE-FEU ET CALFEUTREMENTS	16
4.7	PÉRIODE DE PRÉPARATION ET DOSSIER D'EXÉCUTION.....	16
4.8	DÉPOSE SOIGNEUSE	17
	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	18
4.9	PRÉPARATION DE CHANTIER :	18
4.1	INSTALLATION D'UNE BASE VIE.....	18
4.2	ÉTUDES D'EXÉCUTION :	18
4.3	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS	18
4.4	NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS	19
5	DESCRIPTION DES OUVRAGES ÉLECTRICITÉ COURANT FORT FAIBLE ET SSI	20
5.1	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	20
5.1.1	Coffret de chantier	20
5.1.2	Dépose et évacuation.....	20
5.2	CELLULES ADAPTÉES	20

5.2.1	Coffret cellule	20
5.2.2	Installation de luminaires	21
5.2.3	Déplacement des téléphones et des lecteurs biométrique à 1.3 m	22
5.2.4	Interphonie des cellules	23
5.2.5	Déplacement de télévision	23
5.3	ALIMENTATIONS ÉLECTRIQUES	24
5.3.1	Portique de sécurité	24
5.3.2	Reprise des circuits d'éclairage	24
5.3.3	Ajout d'une caméra IP	24

1 PRÉSENTATION

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent document a pour objet le descriptif des travaux de mise en conformité accessibilité du Centre de Détention Châteaudun – D955 Rte d'Orléans – Châteaudun

Plus particulièrement, concernant le lot Électricité, sont prévu :

- Mise en conformité PMR de blocs sanitaires.
- Installation provisoire de chantier - coffret de chantier
- Positionnement à 1,30m du sol de l'interphone (Cellule adaptée PMR)
- Positionnement à 1,30m du sol du téléphone (Cellule adaptée PMR)
- Pose de télévision
- Réalisation des saignées/réservations pour les réseaux & appareillages (éclairages, prises de courant, interphone, ...)

1.2 INTERVENANTS

Désignation	Intervenants	Contact
Maître d'ouvrage	Direction interrégionale des services pénitentiaires 72A rue d'Auxonne BP13331 21033 DIJON	Ludovic BARRAULT ludovic.barrault@justice.fr
Exploitant	Centre de Détention Châteaudun – D955 Rte d'Orléans - Châteaudun	John RESSE john.resse@justice.fr
Maître d'œuvre	MLC FACILITIES 7 rue A. Fleming – 21121 AHUY	Mathias LOICHOT ✉ moe@mlc-facilities.fr
Bureau de Contrôle	Bureau Veritas Bât D 4 Rue Blaise Pascal 28000 CHARTRES	Edouard Le-Goff edouard.le-goff@bureauveritas.com
CSPS	Presents 22 rue Edouard Nieuport 92150 Suresnes	Roxane LATOUR r.latour@presents.fr

1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire du présent marché et ses éventuels sous-traitants sont tenus de connaître les lieux et ne sauraient se prévaloir ultérieurement d'une connaissance insuffisante du site et de tous les éléments locaux existants tels que nature des sols, moyens d'accès, sécurité, état des installations existantes, etc.

Sauf avis contraire du règlement de consultation, la visite est obligatoire (se reporter au règlement de consultation pour les modalités de visite).

1.4 SOUS TRAITANCE

La sous-traitance d'une partie de lot n'entrant pas dans la compétence de l'entreprise est soumise à l'agrément préalable du Maître de l'Ouvrage, qui le notifie à la Maîtrise d'œuvre. Elle ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité de l'ensemble des travaux.

1.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

L'Entrepreneur doit des ouvrages offrant une parfaite finition et reste seul responsable de l'exécution des travaux inclus dans le présent lot, ainsi que leur tenue dans le temps. Dans son offre, l'Entrepreneur aura prévu la totalité des équipements nécessaires au bon fonctionnement de ses installations. Chaque entreprise doit son propre nettoyage et l'évacuation des gravats aux décharges publiques. Les Entrepreneurs ne pourront se prévaloir d'erreur ou d'omission dans le présent cahier des charges pour proposer ou exécuter une prestation incomplète et non conforme aux règles de l'Art et différents règlements et avis techniques. Dans tous les cas, l'interprétation finale appartiendra à la Maîtrise d'œuvre.

1.6 NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES

Les travaux devront, pour tous les intervenants, être exécutés conformément aux textes officiels, normes, règlements, DTU, préconisations des fabricants, avis techniques et règles de l'Art en vigueur.

Il sera fait application des textes suivants (liste non exhaustive) :

- Le R.E.E.F. du C.S.T.B ainsi que les DTU et ses mises à jour à la date du marché.
- Le règlement d'accessibilité & de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public.
- Le code du travail, et notamment en ce qui concerne la sécurité des accès et d'entretien du matériel.
- Tous les appareils installés seront soumis à la norme française en vigueur ainsi qu'aux normes et directives européennes en vigueur.

1.7 PIÈCES PARTICULIÈRES

Le présent dossier de consultation des entreprises est, pour la partie technique, composé :

- Du présent CCTP,
- D'une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
- D'un cahier de plans et de phasage des travaux,

1.8 DÉPENSES DIVERSES

Les frais occasionnés par la consommation d'eau et d'électricité pour les besoins du chantier seront à la charge de l'Exploitant.

1.9 RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :

- Arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées
- Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle
- Circulaire de la DAP n° 700020 du 12 janvier 2007 relative à l'application de l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle

DAP - Direction de l'Administration Pénitentiaire :

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, l'administration pénitentiaire est l'une des cinq directions du ministère de la Justice.

PEP :

Poste d'Entrée Principal ou Porte d'Entrée Principale

PCI :

Poste de Centralisation de l'Information

Greffe :

À l'entrée en détention, le passage au greffe permet la prise de mesures anthropométriques (photo et empreintes), le dépôt des affaires personnelles et l'enregistrement du dossier

Visiteurs :

Tout individu ne faisant pas partie du personnel, visiteurs, avocats, familles, bénévoles, intervenants d'associations qui rencontrent les détenus

PMR & UFR :

Personne à Mobilité Réduite et Usager en Fauteuil Roulant

Centres de détention (CD)

Un centre de détention est un établissement qui reçoit les détenus condamnés en général à plus de deux ans de prison mais qui présentent les perspectives de réinsertion sociale les meilleures.

SAS ou Effet de SAS :

Ce sont les deux portes d'un sas qu'on ne peut ouvrir qu'alternativement, jamais les deux à la fois. Système de franchissement verrouillable ou déverrouillable à distance selon le besoin des mouvements de détenus

2 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

L'ensemble des spécifications et prescriptions techniques définies ci-après s'applique pour l'ensemble des articles des présents CCTP-DPGF. Les compléments descriptifs au sein de chaque article viennent en complément de ces prescriptions.

L'entreprise devra donc incorporer dans son prix unitaire de chaque article les prestations décrites ci-après. Sauf stipulations expresses au présent descriptif, les travaux seront conformes à l'ensemble des règles, D.T.U, cahiers des charges du C.S.T.B, normes en vigueur à la signature des marchés, ainsi qu'à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur applicables à l'Ouvrage objet du présent CCTP.

2.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX

D'une manière générale, l'entrepreneur doit la réalisation de tous les ouvrages tels qu'indiqués aux plans et au présent CCTP. Il doit également tous les travaux qui, bien que non explicitement décrits, découleraient d'une façon logique des prestations dues ainsi que la mise en œuvre de tous les ouvrages et accessoires nécessaires à la bonne finition de ses travaux.

Tout travail produisant un bruit important fera objet de coordination avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage et le CSPS. L'Entrepreneur est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

2.2 SITE OCCUPÉ

L'entreprise est tenue de se faire confirmer auprès de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage, toutes les informations concernant le phasage des travaux, le balisage, les barrières délimitant les zones publiques, des zones de chantier.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Toutes les dispositions devront être prise pour permettre l'exploitation de l'établissement, en limitant les nuisances et en maintenant l'établissement en sécurité. Étant donné la sensibilité de l'établissement, le Maître d'Ouvrage pourra décaler une intervention si cela s'avère nécessaire, pour la sécurité du site.

Les plans d'exécution devront être visés par la maîtrise d'œuvre, et le bureau de contrôle, avant toute intervention.

L'entreprise devra un nettoyage quotidien.

Les références techniques du matériel proposé par le présent lot devront être visées par la maîtrise d'œuvre avant toute commande.

Sauf livraisons encombrantes, à ce jour, les véhicules ne pourront pas rentrer dans l'enceinte de la maison d'arrêt.

Les travaux préparatoires se feront dans les sous-sols ou à l'extérieur de la maison d'arrêt (zone neutre).

2.3 ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT

L'entreprise devra présenter une liste du personnel susceptible d'intervenir dans l'établissement dès que possible.

L'accès de chaque intervenant est soumis à l'approbation du chef d'établissement. Ainsi, préalablement à chaque intervention, l'entreprise fournira :

- L'identité de chaque intervenant

- La lecture et l'approbation du cadre de sûreté et de ses annexes
- La nature des prestations à réaliser
- L'inventaire écrit complet des trousseaux à outils et des matériels à faire entrer dans l'établissement
- Les véhicules n'auront pas accès à l'intérieur de l'établissement, sauf cas exceptionnel de livraison / évacuation de matériels. Pour ce faire, la carte grise devra être fournie préalablement dans les mêmes délais.

Si l'accès du personnel est renouvelable concernant son identité, la partie matérielle est à renseigner dans une fiche d'intervention chaque semaine, en prenant en compte que la première demande pourra être validée sous deux semaines.

Les plannings de coupure de réseaux, de livraison, ou d'intervention exceptionnelle seront fournis dans les mêmes délais.

À noter que dans ce type d'établissement la sécurité de tous est prioritaire, le maître d'ouvrage et plus particulièrement le chef d'établissement pourra décider d'annuler ou décaler n'importe quelle tâche ou intervention. Ces dispositions sont réputées incluses dans l'offre de l'entreprise.

2.4 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément au Dossier de Consultation des Entreprises.

L'Entrepreneur est tenu, pour la remise de son prix forfaitaire, en fonction de son bordereau de prix descriptif, de lire très attentivement toutes les dispositions des articles du CCTP tous corps d'état qui sont applicables au présent lot unique.

Il devra remettre un prix forfaitaire comprenant, outre ce qui est décrit dans les bordereaux de prix descriptifs, tout le matériel, les fournitures, les ouvrages de toutes nature et la main d'œuvre pour livrer un ouvrage entièrement terminé quant à sa partie spécialisée et décrit dans son lot.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, l'entrepreneur devra se renseigner auprès du MOA pour tout ce qui lui paraît douteux ou incomplet.

Il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix et signalera ces points sur la plateforme de dématérialisation en phase consultation, dans les délais impartis, afin que le nécessaire soit fait pour modifier le DCE le cas échéant.

Il est spécifié que le prix remis par l'Entrepreneur devra être invariable et qu'il ne pourra arguer d'une omission ou erreur, soit au bordereau de prix, descriptif ou autres pièces, soit de sa part, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, ou pour se dispenser d'exécuter un ouvrage de sa spécialité nécessaire pour la finition parfaite et la stabilité des existants selon les règles de l'art des travaux projetés.

Dans la description qui va suivre, le Maître d'Œuvre s'est efforcé de renseigner l'Entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

2.5 COORDINATION

Une parfaite collaboration devra exister avec l'ensemble des compagnons, co-traitants, et sous-traitants éventuels. Les informations quant à l'étendue des travaux précités seront données pendant la phase chantier. L'Entrepreneur devra vérifier toutes les cotes et implantations sur le chantier, pour toutes les réservations et fixations nécessaires.

L'Entrepreneur sera seul responsable des erreurs qu'il aurait constatées et non dénoncées aux intéressés, ainsi que les modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour un quelconque corps d'état un oubli ou l'inobservation de cette clause.

2.6 CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

À Compter de la remise de l'ordre de service, et de la première réunion de démarrage et de préparation, l'Entrepreneur doit s'assurer de l'état des ouvrages sur lequel il doit œuvrer. Toutes dispositions non conformes aux prescriptions de son marché ou plans seront précisées par écrit à la maîtrise d'œuvre.

Tous les appareillages seront fixés à l'aide de vis INOX inviolables. L'outil adapté sera fourni à l'établissement.

Note : dans certaines zones les plafonds métalliques sont solidarisés ils devront être remis à l'état initial à l'issus des travaux

Une attention particulière sera portée aux nuisances sonores et aux poussières (sas de protection, polyane, linge humide ect...).

2.7 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE

En toutes circonstances, l'Entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés lors de l'exécution de ses travaux, résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

Pendant l'ensemble de la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

En outre, les entrepreneurs devront, avec toutes les précautions nécessaires, le déplacement et le stockage à l'intérieur de l'établissement (à un emplacement déterminé par le Maître d'Œuvre en accord avec le Chef d'établissement) du mobilier, le démontage et le stockage des stores, rideaux, luminaires, etc...leurs protections, leur nettoyage lors du remontage, de la repose ou de la remise en place.

Ils sont tenus de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leurs recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maître d'Ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses. Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

3 ORGANISATION DU CHANTIER

3.1 PERSONNEL ET RESPONSABLE

L'Entreprise doit nommer un responsable de projet qui reste informé de toutes les phases du montage. Le responsable du chantier assiste à toutes les réunions de chantier. L'Entreprise maintient sur le chantier un chef responsable qui est continuellement présent sur le site pendant les heures de travail. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement de l'une ou de ces deux personnes s'il estime que leur travail ne donne pas satisfaction. Le personnel responsable doit faciliter la visite du chantier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, sur simple demande de ceux-ci.

3.2 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Un rendez-vous général de chantier aura lieu à une fréquence définie par le Maître d'œuvre en fonction de la nécessité, au jour et à l'heure qui seront arrêtés d'un commun accord à l'ouverture du chantier. Il est obligatoire et tous les Entrepreneurs sont tenus d'y assister ou de s'y faire représenter par un Conducteur de Travaux qualifié et permanent, ayant pouvoir de décision. Tout Entrepreneur absent sans raison valable et sans autorisation préalablement fournie par le Maître d'Œuvre supportera une pénalité sur le montant de son Marché, par absence. Ces pénalités seront comptabilisées par le Maître d'Œuvre à chaque rendez-vous et la déduction sera automatiquement appliquée sur les comptes définitifs de fin de chantier.

3.3 COMPTE RENDU DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier feront l'objet de procès-verbaux établis et diffusés à l'Entreprise par le Maître d'Œuvre. Ces comptes-rendus, numérotés, prennent un caractère contractuel et devraient éviter toutes correspondances parallèles. Le titulaire du présent lot devra veiller à faire figurer au compte-rendu de chantier toutes les modifications apportées au CCTP et toutes les observations qui pourraient servir à la conduite ou aux règlements ultérieurs de travaux.

3.4 ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE

Les aires de stockage seront impérativement implantées sur les zones qui seront réservées à cet effet. Aucun stockage de matériel ne sera admis en dehors des zones où il est prévu d'être installé. Dans tous les cas, celui-ci devra être fait de façon à ne pas perturber l'exploitation du site. Les délais d'intervention pour le présent lot sont consignés dans le planning de l'opération, tout dépassement de ces délais entraînerait l'application des pénalités prévues au CCAP.

3.5 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

PREScriptions GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ DES TRAVAILLEURS

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel » :

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil dits « clos et indépendants » :

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions éventuelles du coordinateur santé-sécurité, en application des textes précités.

ÉVALUATION DES RISQUES POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- Au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail). Applicable à partir du 8 novembre 2002.
- A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
- L'entreprise doit s'informer auprès du chef d'établissement en se faisant remettre notamment la fiche récapitulative du DTA (en cours de diagnostic)
- L'entreprise titulaire du marché devra disposer de l'accréditation d'intervention en sous section 4, et avoir le personnel habilité pour les interventions sur l'amiante en sous section 4.
- L'entreprise devra au préalable sur d'autres chantiers avoir réalisé des chantiers tests valides pour les types d'interventions qu'elle réalisera sur ce chantier
- L'entreprise en charge des travaux sur les matériaux amiantés devra prendre connaissance du PGC annexe, et respectera l'ensemble des prescriptions décrites dans le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Dans le cadre des opérations susceptibles d'exposer son personnel aux poussières de plomb, elle devra impérativement prendre les précautions précisées dans le pgc et fournir un mode opératoire détaillé de ses interventions.
- Les revêtements en peinture sont supposés contenant du plomb en teneur nécessitant des précautions pour les opérateurs, en l'attente du diagnostic plomb qui sera joint au dossier de consultation dès que possible.

3.6 NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES

Nettoyage de chantier

- L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- L'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le MOE ou à la décharge publique.
- L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et la remise en état des installations qu'ils a salies ou détériorées.
- L'entreprise a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques, au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Protection des biens et de l'environnement

- L'entreprise prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute dégradation des voiries, édifices, biens et de l'ouvrage jusqu'à la réception sans réserve des travaux.
- L'entreprise doit toutes les dispositions et sujétions relatives à la protection de l'environnement. En cas d'atteinte à l'environnement ou de dégradation, l'entreprise supporte tous les frais de nettoyage, dépollution et remise en état.
- L'entreprise doit la réfection à l'identique de toutes les parties de voies, édifices publiques ou privés

endommagés par suite de l'exécution des travaux.

- L'entreprise doit la réfection dans les règles de l'art de toute partie de l'ouvrage objet du présent marché endommagée par suite de l'exécution des travaux.

Protection des personnes

- L'entreprise doit assurer la sécurité des biens et des personnes conformément à la réglementation en vigueur, aux directives de la CARSAT, de l'OPPBTP. Toutes les sujétions qui en découlent sont réputées incluses dans les prix.
- L'entreprise rédige un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) conforme aux directives ci-dessus et le soumettre à l'avis des organismes concernés par la sécurité et la santé au travail.
- L'entreprise rédige un dossier spécifique COVID-19 tenant compte de toutes les prescriptions de l'OPPBTP. Il sera soumis au MOE, et CHSCT de l'Université de Franche Comté.

D'une manière générale, toute disposition visant à éviter tout affaissement, mouvement, désordre des ouvrages mais également la chute de matériel, du personnel sera à prévoir à ses frais. Tous ces matériels et dispositifs relèvent de l'entière responsabilité de l'entreprise.

3.7 ÉVACUATION DES DÉCHETS

Chaque entrepreneur procède au tri de ses déchets de construction et se charge de leur évacuation. La location des bennes, l'enlèvement et le transport sur les sites susceptibles de recevoir les déchets, sont à la charge de l'entreprise.

3.8 CAROTTAGES

Les carottages et percements sont à prévoir par le présent Lot. Les demandes de réservations seront à fournir au lot Maçonnerie au moins un mois avant l'exécution des travaux concernés. En l'absence de demande en temps et en heure ils seront assumés par le présent lot.

3.9 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge du titulaire comprendront implicitement :

- La réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports.
- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et matériels nécessaires à la réalisation des travaux.
- Les échafaudages et plates-formes pour travaux en hauteur.
- Le nettoyage des supports et l'enlèvement des déchets.
- La mise en peinture des surfaces de référence et des éprouvettes.
- Les travaux de préparation des surfaces à revêtir.
- Les mises en peintures.
- Les sujétions imposées par les impératifs des autres corps d'état.
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception, sans aucune tache ou autres.
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception.
- L'enlèvement hors du chantier de tous les déchets et gravois en provenance de ces travaux.
- Toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot.

3.10 OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.

Ces dispositions porteront sur la reconnaissance des ouvrages exécutés, les épreuves et essais.
En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée si la sécurité des intervenants ne peut être assurée ou si les installations ne sont pas exploitables.

3.11 ESSAIS ET RÉCEPTIONS

Autocontrôles

Préalablement à la réception des installations, l'entreprise réalisera les essais de tous les équipements mis en œuvre et fournira ses autocontrôles justifiant le fonctionnement des appareils et des installations mis en œuvre, conformément à la demande.

La transmission des installations Fourniture d'un carnet d'autocontrôles fonctionnement justifiant le bon fonctionnement des installations.

Réception des installations

La réception des installations aura pour but d'évaluer la conformité des travaux réalisés en accord avec les spécifications techniques, règles de l'art et normes en vigueur.

Cette réception sera effectuée en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant et fera l'objet d'un PV de réception des installations.

L'ensemble des travaux effectués seront contrôlés :

- Cheminements ajoutés et réutilisés
- Quantitatifs installés
- Respect des spécifications de pose et de raccordement
- Conformité des restitutions coupe-feu
- Installations au regard de la réglementation
- Dossier des ouvrages exécutés
- Repérage durable de l'installation
- Transmission des installations et formation du personnel en charge de sa maintenance

3.12 LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA

Lors de l'émission du PV de réception, un délai de levée des réserves constatées sera défini.

Une visite de levée de réserve aura lieu en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant afin de constater l'achèvement complet des travaux.

Après émission du rapport final des organismes de contrôle, au PV de réception du Maître d'œuvre, tous les travaux nécessaires et complémentaires à la levée des réserves seront à la charge du titulaire.

Il est rappelé que l'obligation de résultat de l'entrepreneur (principal ou sous-traitant, article 1147 du code civil) persiste pour les désordres réservés jusqu'à la levée des réserves, même après l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

4.1 CHEMINEMENTS :

Les cheminements existants pourront être réutilisés si conformes. Cependant, l'entreprise veillera à la séparation des usages et des courants forts et faibles. Un cheminement dédié sera créé dans le cas de courant forts associé VDI, courant ondulé, IT médical, contrôle d'accès, détection incendie etc.

En cas de réutilisation de cheminements existants, l'entreprise s'assurera de la conformité de ceux-ci, et les renforcera et complètera si nécessaire.

4.1.1 CHEMINS DE CÂBLES

Dès lors que plus de 3 câbles suivront le même parcours, l'entreprise prévoira la fourniture et la pose de chemins de câbles (hors alimentation primaire pour laquelle ils seront systématiquement mis en place).

Les chemins de câbles seront en tôle d'acier galvanisée, perforée avec bords arrondis, à ailes de 24 mm à 48 mm et assemblés à l'aide éclisses. Ils pourront être de type Cablofil ou équivalent pour les courants forts, ou plastique, avec couvercle, selon les usages. Dans tous les cas, ils seront posés avec tous les accessoires constructeurs tels que les dérives, coudes, etc.

Ils seront fixés aux parois à l'aide d'accessoires préfabriqués tels que consoles, suspentes, tiges filetées, en nombre et caractéristiques adaptés à la charge à supporter, espacées de 1,50 m au maximum.

Les câbles seront disposés sur le chemin de câble en respectant les distances réglementaires, et seront fixés proprement par des colliers adaptés au chemin de câbles et au type de câbles (attaches velcro pour les câbles VDI notamment).

Leur dimensionnement sera prévu avec une capacité d'extension de 30%.

Tous les chemins de câbles seront obligatoirement raccordés au réseau de terre à l'aide d'un câble cuivre nu d'une section minimale de 35mm². Un maillage des chemins de câbles sera établi à chaque intersection au moyen d'une tresse sertie boulonnée. Les chemins de câbles existants et réutilisés seront mis à niveau le cas échéant.

4.1.2 GOULOTTES, MOULURES ET CANALISATIONS APPARENTES

Les conduits et goulottes seront IK08 selon la norme UTE C 15-103 et adaptés à la pose d'appareillages 45x45.

Ils seront mis en œuvre principalement dans les locaux tertiaires pour la distribution des prises de courants et autres appareillages. Les goulottes seront prévues blanches, en PVC à deux compartiments ou avec cloison séparatrice, incluant tous les accessoires constructeurs tels que dérives, angles, couvercles, embouts, etc. Les goulottes posées en plinthes seront équipées d'un joint de sol en PVC.

Leur dimensionnement sera prévu avec une capacité d'extension de 30%.

La fixation sera faite par vis et chevilles ou collées + clouées si le support n'est pas compatible avec le perçage (présence d'amiante ou de plomb notamment). Lors des traversées de mur ou de cloison, ou entre le chemin de câbles et la goulotte de distribution, les câbles sont protégés par un fourreau.

Lorsqu'une canalisation électrique ne sera pas posée sur un chemin de câbles, elle sera obligatoirement protégée par un conduit.

Le degré de protection de ce conduit sera adapté aux risques du local (résistance mécanique, isolement électrique, non-propagation de la flamme, résistance à la corrosion, étanchéité, mise en œuvre, etc.).

4.1.3 GAINES ET FOURREAUX

La section des conduits devra être choisie telle, qu'il soit possible de retirer aisément le ou les conducteurs et d'en assurer le remplacement sans démontage.

En montage encastré, l'entrepreneur doit les saignées et scellements nécessaires, ainsi que la fixation des conduits. Celui-ci fera effectuer à ses frais et par l'entreprise spécialisée, la reprise des enduits avec deux couches minimums.

Les fourreaux et gaines extérieurs seront de couleur adaptée au type de courant à mettre en œuvre, et seront conformes à la norme applicable.

L'entreprise veillera à ce que les fourreaux ne présentent ni écrasement, ni courbes incompatibles avec le tirage des câbles. En cas de malfaçon, l'entrepreneur sera tenu de rouvrir les tranchées afin de les mettre en conformité.

Sauf prescription contraire, l'ensemble des tranchées, percements, remblayage et rebouchages y compris les fourreaux de passage de câble, les chambres de tirage, lits de sable, grillages avertisseurs, sont inclus dans la prestation de l'entreprise.

4.1.4 ADAPTATIONS PARTICULIÈRES

Lors de travaux dans un bâtiment noble, classé, ou inscrit aux monuments historiques, les cheminements devront être validés par la Maitrise d'œuvre ou la Maitrise d'Ouvrage point par point, via des plans d'installation précis et assortis de photos ou montages de mise en situation. Dans tous les cas, ils devront être définis clairement, et adaptées au style de la pièce (moulures bois etc)

Tous les percements devront faire l'objet de demande validée par la Maitrise d'Ouvrage.

4.2 TERRE ET LIAISONS ÉQUIPOTENTIELLES

Le conducteur de terre sera distribué à l'ensemble des installations, points d'éclairage, prises de courant, appareils de chauffage ou ventilation, attentes électriques des autres corps d'état etc. Le raccordement se fera sur la prise de terre existante qui sera mesurée, contrôlée et complétée si besoin. Le résultat de cette mesure sera porté sur une étiquette fixée à proximité.

La liaison équipotentielle principale sera également contrôlée et complétée si nécessaire. Les masses des équipements électriques seront reliées au conducteur de protection.

4.3 ARMOIRES ÉLECTRIQUES ET TABLEAUX DIVISIONNAIRES

Les tableaux électriques seront prévus métalliques, de type Prisma SCHNEIDER ELECTRIC, XL3 Legrand ou équivalent, IP31 IK08 au minimum, en fonction local dans lequel ils sont implantés. Ils seront constitués de cellules préfabriquées et comporteront une réserve après mise en service de 30% minimum, permettant la mise en place de matériels modulaires sans modification d'implantation des appareillages le constituant.

Ils seront équipés d'une gaine électrique pour le passage des câbles et la mise en place d'un bornier de raccordement, sur lequel seront raccordés les câbles de section $<16\text{mm}^2$.

Le repérage de l'appareillage sera réalisé par étiquettes dilophanes gravées et collées.

Un schéma de câblage et de détail des matériels installés sera installé sous pochette plastique fixée sur un des côtés de l'armoire ou de la porte.

Aussi, un synoptique de l'installation sera impérativement affiché, indiquant à minima l'armoire immédiatement en amont ainsi que les armoires situées immédiatement en aval.

Les protections mises en œuvre devront assurer une sélectivité totale, vis à vis du reste de la distribution, en tenant compte du régime de neutre de l'installation, de l'intensité de court-circuit au point de raccordement, de l'intensité nominale et de démarrage des appareils à alimenter, de la protection des personnes, de la sélectivité des protections et de la longueur des câbles. Une note de calculs devra justifier les choix des protections.

Chaque appareil de protection et de coupure d'un circuit devra obligatoirement avoir un pouvoir de coupure au moins égal au courant court-circuit susceptible de se développer en aval, compte tenu de l'impédance des lignes.

L'équilibrage des phases sera assuré tout au long de l'installation et ne devra pas dépasser plus de 10% à pleine charge.

Les organes de sécurité incendie (centrale, sirènes) seront à reprendre systématiquement depuis le TGBT.

Les différentiels seront de type Si pour tous les départs de type Informatique.

Les tableaux seront créés selon le principe suivant en séparant les locaux publics et non publics.

4.4 CÂBLES

Les caractéristiques des câbles choisis seront appuyées par une note de calcul fournie avec le dimensionnement des installations. Il se conformeront aux exigences de la NFC 15-100, en prêtant une attention particulière aux modes de pose.

Par défaut, ils seront de type U1000 R2V, non propagateurs de la flamme (C2).

Les câbles basse tension seront en conducteurs cuivre jusqu'à la section de 35 mm². Au-delà, sauf prescription particulière du Maître d'Ouvrage, ils pourront être en aluminium.

L'entreprise devra s'assurer et justifier par la remise du PV d'essai, que les câbles installés dans le cadre du projet résistent au feu et sont exempts de Fibres Céramiques Réfractaires (FCR).

En aucun cas des conducteurs destinés à véhiculer des tensions et des sources différentes n'emprunteront un même câble.

4.5 REPÉRAGES

L'ensemble de l'installation sera repéré par un système durable et logique :

- Tableaux électriques
- Câbles et boîtes de dérivation
- Chemins de câbles et fourreaux spécifiques (courant ondulé, circuits de sûreté, etc), couleurs au choix du Maître d'Ouvrage.

4.6 PROTECTION COUPE-FEU ET CALFEUTREMENTS

Les percements nécessaires à la réalisation des travaux sont dus au titre du marché. L'intégralité des percements de paroi créés ou utilisés dans le cadre de ces travaux seront rebouchés pour rétablir le degré coupe-feu de la paroi. Le PV du matériel utilisé devra être fourni au maître d'œuvre et au contrôleur technique.

4.7 PÉRIODE DE PRÉPARATION ET DOSSIER D'EXÉCUTION

Avant tout démarrage des travaux l'entreprise prévoira la fourniture d'un dossier d'exécution complet (EXE).

Il devra proposer pour chaque zone de travaux :

- Des plans d'implantation détaillés, courant forts et courants faibles, avec légende (marque et

référence)

- Des schémas électriques avec implantation (façade) des armoires électriques avec nomenclature (marque et référence)
- Les notes de calculs de câbles et protections, d'éclairage
- Les notices techniques des matériels proposés
- Un synoptique représentant l'intégration des présents travaux dans l'installation existante
- Des plans de cheminements détaillés
- Un planning d'exécution recalé
- Une méthodologie ou un phasage proposé selon la nature de l'opération et de sa technicité
- La synthèse avec les autres lots si nécessaire, sera à charge de l'entreprise.

L'entreprise prévoira également la fourniture d'échantillons permettant la validation des matériels installés.

4.8 DÉPOSE SOIGNEUSE

Les installations remplacées ou vétustes et inutilisées seront déposées.

Cette dépose sera soignée, l'entreprise prendra les précautions nécessaires afin de ne pas endommager les ouvrages et installations existantes non concernés par les travaux. L'enlèvement des installations et équipement sera également prévu dans la prestation de l'entreprise.

Les orifices laissés par la dépose des équipements existants seront rebouchés par l'entreprise.

Les rebouchages des planchers, murs, parois s'effectueront en reconstituant le niveau d'isolation coupe-feu et d'étanchéité d'origine.

À la suite de la dépose d'appareillages (interrupteurs encastrés, déclencheurs manuels, etc), l'emplacement sera rebouché et une peinture de propreté sera appliquée sur le support, ou un enjoliveur sera mis en place (au choix du Maître d'Ouvrage).

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

4.9 PRÉPARATION DE CHANTIER :

Préalablement à toute intervention, l'entreprise procédera à un constat contradictoire portant sur l'état des bâtiments et aménagements. À ce constat sera annexé un reportage photographique permettant d'en visualiser l'état. Toutes les dégradations constatées après intervention du présent lot seront réparées par, ou à la charge du présent lot.

Également, l'entreprise sera tenue de réaliser l'ensemble des repérages nécessaires permettant de réaliser ses ouvrages, comprenant les opérations de manutention et mesures conservatoires :

- Consignation installations existantes, signalisation et balisage
- Repérage des installations
- Organisation des travaux, manutention et mesures conservatoires

4.1 INSTALLATION D'UNE BASE VIE

Le stockage des fournitures se fera aux risques et périls de l'entreprise et sur des zones définies par l'établissement. La possibilité de l'utilisation des sanitaires de l'établissement par les ouvriers impose à l'entrepreneur la nécessité de veiller à ce que les sanitaires ne subissent pas de détérioration ou ne soient pas salis anormalement par le personnel de l'entreprise.

La base vie sera installée par le lot 1, de ce fait, à ce jour et sauf avis contraire au démarrage des travaux, l'entreprise prévoira le raccordement électrique de celle-ci aux installations de l'établissement, et la mise en place d'un volume de stockage et d'une benne à gravats.

4.2 ÉTUDES D'EXÉCUTION :

Pendant la période de préparation et avant toute mise en œuvre et fabrication, l'entreprise fournira son dossier d'exécution complet incluant les plans et documents d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux, afin de recevoir l'approbation de l'équipe de Maitrise d'Œuvre et de la Maitrise d'Ouvrage.

L'acceptation par le Maître de l'Ouvrage du projet présenté, ainsi que de tous les calculs et dessins graphiques s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur, qui reste soumis à une obligation de résultat. L'entrepreneur contrôlera les cotes exactes en situation et sera tenu d'adapter ses ouvrages en conséquence après signalement au Maître d'Œuvre.

Le dossier d'exécution devra être fourni dans son intégralité pendant la période de préparation.

- Plans d'implantation
- Plan de réservations
- Gros œuvre
- Coupes
- Planning
- Notes de calculs
- Présentation au bureau de contrôle

L'entreprise proposera un planning d'intervention détaillé en accord avec le phasage des travaux défini.

4.3 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS

2 semaines avant les OPR, l'entreprise fournira le DOE récapitulant l'ensemble des ouvrages mis en œuvre et les plans de recollement des nouveaux réseaux en 3 exemplaires papier + 1 version sur clé USB. Ce dossier

sera préalablement transmis au MOE pour validation avant envoi au MOA.

Il comprendra tous les éléments nécessaires à la bonne compréhension de l'installation, son utilisation, sa maintenance et son évolution future, à minima :

- Plans complets des installations techniques conservées ou réalisées, aux formats .pdf et .dwg
- Schémas des armoires électriques mis à jour aux formats .pdf et .dwg
- Synoptiques de l'installation
- Recettes informatiques
- Procès-verbal de classement au feu des matériaux
- Fiches techniques des équipements installés
- Notices d'entretien
- Notes et calculs techniques
- Notice de transmission des installations

4.4 NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS

Le nettoyage des ouvrages sera réalisé à l'issue de chaque prestation / zone d'intervention.

Le nettoyage intérieur, concerne (liste non limitative) :

- L'ensemble des menuiseries extérieures et intérieures,
- L'ensemble des vitres
- L'ensemble des sols
- Les revêtements verticaux y compris la faïence,
- La quincaillerie : bouton de portes, béquilles, etc...,
- L'appareillage électrique,

NOTA IMPORTANT :

Si le nettoyage est jugé insuffisant lors de la réception de l'ouvrage, le Maître d'œuvre pourra, s'il juge nécessaire, faire réaliser les travaux complémentaires de nettoyage par une entreprise spécialisée et ce, à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du présent lot.

5 DESCRIPTION DES OUVRAGES ÉLECTRICITÉ COURANT FORT FAIBLE ET SSI

5.1 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

5.1.1 COFFRET DE CHANTIER

Le présent lot devra, pour les besoins du chantier, la mise en place de coffrets de chantier. L'installation sera conforme au décret du 14 novembre 1988, aux recommandations de l'OPPBTP, à la norme NFC 15-100 sections 704, et aux prescriptions du coordonnateur SPS. Ces coffrets seront mis en place à chaque fois que nécessaire en accord avec les autres lots.

Le coffret comportera :

- Une enveloppe avec un indice de protection IP44-IK 08
- Un compteur d'énergie active 3P+N
- Un disjoncteur général tétrapolaire différentiel 30mA
- Un coup de poing d'arrêt d'urgence
- Un nombre de prises suffisant (prises 4P+T 32A, 4P+T 16A, 2P+T 10/16A)
- Protection des prises par disjoncteurs
- Borniers, barrette de terre...

L'installation de chantier sera vérifiée par un bureau de contrôle avant sa mise en service, aux frais de l'entreprise. Pendant la durée du chantier, l'entrepreneur assurera la maintenance de son installation et la dépose en fin de travaux.

5.1.2 DÉPOSE ET ÉVACUATION

L'entreprise assurera la déconnexion et la dépose soigneuse de tous les éléments électriques des locaux à modifier.

PROVISION CÂBLAGE ET RACCORDEMENT

La mise en œuvre des alimentations et prises de courant (y compris protection dans l'armoire divisionnaire) nécessaire au déplacement ou à l'installation des appareils sont à la charge du présent lot.

5.2 CELLULES ADAPTÉES

Pour chaque cellule les interrupteurs de commande d'éclairage situé en entrée de chaque zon (sanitaires, couchage) les équipements installés en hauteur (écran TV) sont installés en dehors du cheminement ou à une hauteur > 2,2m

5.2.1 COFFRET CELLULE

Le coffret dédié à la cellule sera mis à niveau et comprendra au minimum :

- 1 interrupteur général différentiel
- 2 disjoncteurs 2P 10A – éclairage
- 2 disjoncteurs 2P 16A –prises

Les protections différentielles seront en 30mA.

Il sera verrouillable non accessible aux personnes détenues et au personnel non autorisé. Toutes les précautions seront prises pour éviter les entrées d'humidité, de poussières ou de corps étrangers.

Le coffret sera dimensionné avec une réserve de place de 30% en un seul volume et une réserve de puissance de 20%.

INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES EN CELLULE

L'ensemble de l'installation mise en œuvre sera encastré dans les parois.

- Saignées & rebouchages à charge du présent lot avant intervention du peintre
- L'ensemble des réseaux secs & humides chemineront par le plénum et/ou encastrés dans les saignées dédiées. Un calepinage précis sera réalisé pour ne pas encombrer l'un ou l'autre des cheminements.
- Les câbles de distribution basse tension seront posés d'un seul tenant.
- Aucune boîte de jonction ne sera tolérée. Les dérivations intermédiaires seront réalisées sans coupure de câbles.

En règle générale, toutes les installations mises en œuvre devront être dans leur intégralité hors de portée des détenus (cheminement sous fourreaux, incorporés via des saignées, et en gaine technique).

5.2.2 INSTALLATION DE LUMINAIRES

L'entreprise prévoira la fourniture et la pose de luminaires : liseuse tête de lit encastrée type P600 led securlite ou équivalent, Plafonnier Urbaline angle Led securlite ou équivalent et une applique IK10 ou équivalent. Le câblage de la cellule sera mis à niveau selon nécessité (saignées, encastréments etc).

Lors des travaux de Recloisonnement par les autres lots (attente fouille, parloirs, sanitaires...), l'entreprise mettra à niveau les différents circuits. Ceux-ci seront remplacés jusqu'à une boîte de raccordement située à proximité, au plus près des installations terminales sans toutefois y aboutir nécessairement.

LISEUSE TÊTE DE LIT ENCASTRÉE TYPE P600 LED SECURLITE OU ÉQUIVALENT (CELLULE)

- Tension nominale : 220-240 V AC, 50/60 Hz Classe I
- IP 20 - IK 10+ - 50 joules
- ERP / IGH : test au fil incandescent 850° / 30 s
- Jupe anti-arrachement, 4 points de fixations internes, visserie anti vandale inox
- VK36, IRC 80, Maintien du flux L90B50 supérieur à 60 000 h
- Diffuseur polycarbonate opalescent
- Localisation selon plan, encastré en tête de lit
- Visserie inox anti vandale
- Ce luminaire de tête de lit sera considéré comme un éclairage de ronde et sera, en sus, piloté depuis l'extérieur de la cellule.



PLAFONNIER URBALINE ANGLE LED SECURLITE OU ÉQUIVALENT (CELLULE)

- Version angle 650 mm aluminium, Classe I, 2 modules, led de veille
- IP65 – 850°C - IRC 80 – SDCM 3 IK10++ - 150J – VK56
- Corps en aluminium 6060 qualité marine, épaisseur 4 mm, diffuseur polycarbonate opalescent, embouts aluminium
- Visserie inox anti vandale
- Bornier d'alimentation automatique à double entrée
- 3000 ou 4000 K, Maintien du flux L80B10 supérieur à 72 000 h, garantie 5 ans
- Localisation selon plan
- En éclairage normal, le niveau d'éclairement moyen minimum à fournir par zone est de 125 lux pour la zone sanitaire et 250 lux pour la cellule. Les coefficients de réflexion au niveau du sol, mur et plafond seront les suivants : Sol = 0,3, Mur = 0,5, Plafond = 0,7.
- Allumage sur commande locale + à l'extérieur de la cellule (éclairage veille + ambiance)



APPLIQUE SANITAIRE IK10

- Matériaux constituant le corps de l'appareil : Polycarbonate
- Couleur du corps de l'appareil : Blanc, noir, gris, anthracite, Corten
- Matériaux constituant le réflecteur ou diffuseur : Polycarbonate
- Couleur du réflecteur ou diffuseur : Blanc
- Utilisation : Intérieur, Extérieur
- Étanchéité : IP66
- Tension d'alimentation : 220-240 V Classe 2
- Protection mécanique : IK10
- Module LED : SMD IRC : 80
- 25 W - 2144 lumens
- Angle d'éclairage : 70°
- Diamètre : 33 cm
- Sur détection de présence

APPLIQUE TYPE BORGIO LED FP0030 (CELLULES) SÉCURLITE OU TECHNIQUEMENT ÉQUIVALENT :

- Dimensions 390 x 229 x 129 mm
- Classe I – IP65 – IK11+ / 80J – VK46 applique – 850°C - IRC 80 – SDCM 3 – risque photobiologique RG0
- Base et cadre en acier, couleur gris graphique, peinture polyester poudrée
- Diffuseur polycarbonate opalescent
- Visserie inox antivandale
- 1 entrée de câbles - bornier d'alimentation automatique à double entrée
- Gamme disponible en 3000 et 4000 K
- Maintien du flux : L80B10 / supérieur à 72 000 h
- Maintien du flux : L90B50 / 52 000 h
- Garantie 5 ans
- Gamme labellisée Origine France Garantie



COMMANDES D'ÉCLAIRAGE :

Les commandes d'éclairage s'effectueront par des interrupteurs indémontables sans outils spéciaux et permettront la commande indépendante de chaque luminaire de la cellule.

Le luminaire de tête de lit sera considéré comme un éclairage de ronde et sera également piloté depuis l'extérieur de la cellule.

Localisation :

- ↳ Cellules de détention x 2 (RDC bat B0)
- ↳ Cellule de détention x 4 (RDC bat A)

5.2.3 DÉPLACEMENT DES TÉLÉPHONES ET DES LECTEURS BIOMÉTRIQUE À 1.3 M

Abaissement des appareils à 1,30m y compris câblage et raccordement

Le câble sera remplacé jusqu'à la source ou à défaut sur le point de connexion du Bus, cheminement adapté selon les cas : moulure, gaine métallique, fourreau encastré. Une attestation de bon fonctionnement sera fournie, à défaut l'entrepreneur demandera la mise en service par le fabricant.

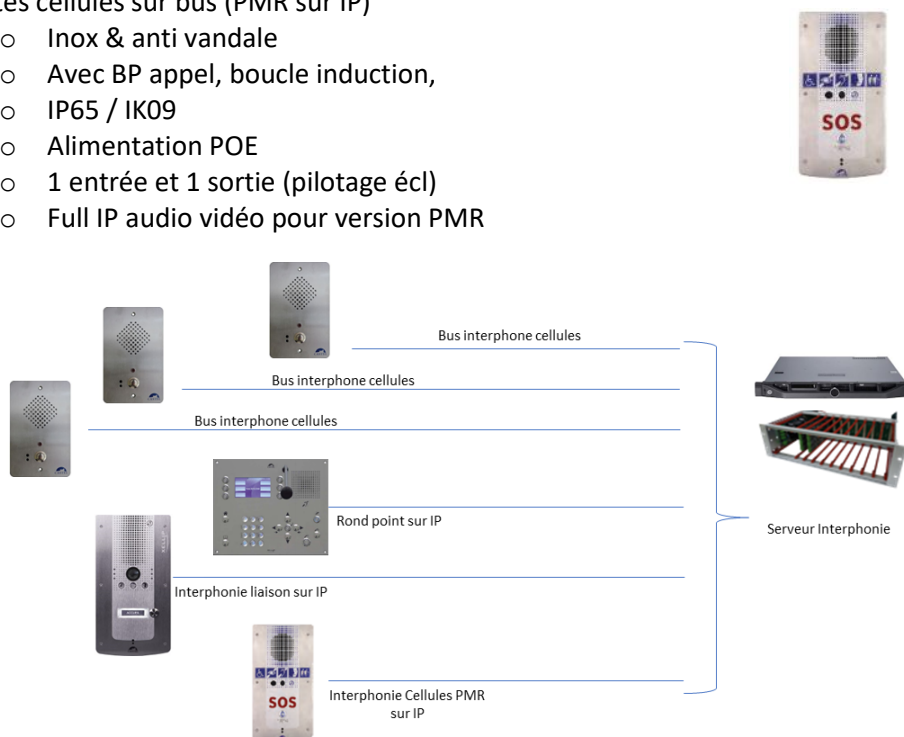
- ↳ Localisation : Selon plans
- Circulation Bat B
- Cours de promenade Bat A
- Circulation Bat A

5.2.4 INTERPHONIE DES CELLULES

L'entreprise déposera les interphones des cellules concernées et installera des interphones de modèle XE AUDIO 1B HELP de chez castel ou équivalent, y compris le câblage IP associé.

L'entreprise prévoira également un poste maître au PCI y compris le câblage IP si la compatibilité de l'ensemble l'impose.

- Postes cellules sur bus (PMR sur IP)
 - Inox & anti vandale
 - Avec BP appel, boucle induction,
 - IP65 / IK09
 - Alimentation POE
 - 1 entrée et 1 sortie (pilotage écl)
 - Full IP audio vidéo pour version PMR



↳ Localisation : Selon plans

- Cellules de détention x 2 (RDC bat B0)
- Cellule de détention x 4 (RDC bat A)

5.2.5 DÉPLACEMENT DE TÉLÉVISION

Déplacement des télévisions des cellules adaptées. Le câble sera remplacé jusqu'à la source ou à défaut sur le point de connexion du répartiteur, cheminement adapté selon les cas : moulure, gaine métallique, fourreau encastré. Une attestation de bon fonctionnement sera fournie, à défaut l'entrepreneur demandera la mise en service par le fabricant.

PRISE D'ANTENNE TV TNT :

Les boîtes d'arrivées TV/FM et TV/FM/SAT seront conformes aux normes NF EN 50083-2 (compatibilité électromagnétique pour les matériels) et NF EN 50083-4 (Matériels passifs) et auront les caractéristiques suivantes :

- Fixation par vis.
- Impédance 75 Ohms.

Bande passante :

87 à 108 MHz pour la FM

118.75 à 862 MHz pour les signaux TV

5 à 65 MHz pour la voie de retour

950 à 2150 MHz pour les signaux B.I.S (connecteur F)

Passage des signaux de commande du commutateur (14/18V et 22 KHz)

Pièce à desservir :

- Prise TV/FM/SAT dans les cellules à proximité de la prise de courant dédiée au branchement de la Télévision
- Répétiteur 4 voies à fournir et à raccorder sur l'installation existante localisée en colonne montante dédiée (zone détention RDC Hommes-salle de fouilles).
- Non rendue accessible au détenu.
- L'ensemble des câbles mis en œuvre seront encastrés dans le mur voile béton.

Actuellement la distribution TV/TNT/Satellite n'est pas disponible en cellule.

↳ Localisation : Selon plans

- Cellules de détention x 2 (RDC bat B0)
- Cellule de détention x 4 (RDC bat A)

5.3 ALIMENTATIONS ÉLECTRIQUES

5.3.1 PORTIQUE DE SÉCURITÉ

Le portique de sécurité doit permettre la détection d'objets métalliques et assurer un contrôle efficace des personnes entrant dans la zone sécurisée.

Il devra être conforme aux normes en vigueur pour ce type d'équipement, garantir une sensibilité ajustable, et respecter les exigences ergonomiques et de fiabilité.

- Largeur de passage : 90 cm.
- Hauteur minimale du portique : 2 mètres.
- Structure adaptée pour une utilisation en intérieur
- Sensibilité réglable pour détecter différents types de métaux (ferreux et non ferreux).
- Capacité à détecter des objets métalliques de petite taille (minimum : 0,5 g).
- Zones de détection multiples pour localiser précisément les objets.
- Indicateur visuel (LED ou équivalent) pour signaler les zones où une anomalie est détectée.
- Alarme sonore et lumineuse réglable en intensité.
- Compteur intégré pour suivre le nombre de passages et le nombre d'alarmes.

↳ Localisation : Selon plans

- Fouille parloir Entrée et Sortie
- Cours de promenade Bat A
- Cours de promenade Bat B

5.3.2 REPRISE DES CIRCUITS D'ÉCLAIRAGE

L'entreprise prévoira la reprise des circuits d'éclairage dans l'ensemble des pièces modifiées par le projet.

↳ Localisation : Selon plans

Sur l'ensemble du projet

5.3.3 AJOUT D'UNE CAMÉRA IP

Fourniture, installation, paramétrage et intégration complète d'une caméra IP de type mini-dôme de la gamme Bosch FLEXIDOME IP 5000i ou techniquement équivalent.

- Résolution : Capteur de 5 Mégapixels (2592 x 1944) pour une identification faciale ou d'objets claire.
- Support des codecs H.264 et H.265, avec une capacité d'encodage intelligent pour optimiser l'utilisation de la bande passante et du stockage.
- Capacité de fonctionnement en faible luminosité (minimum 0,1 lux en couleur et 0,02 lux en N/B)

avec fonction jour/nuit et illumination IR intégrée (portée minimale de 15m).

- Alimentation : Exclusivité Power over Ethernet (PoE+) conforme à la norme IEEE 802.3at.
- Sécurité : Mise en œuvre de la plateforme de sécurité intégrée (ex: *Trusted Platform Module* - TPM) pour garantir l'intégrité du firmware et des données.
- Installation et Intégration

L'entreprise sera tenue d'assurer l'intégration de la nouvelle caméra sur le réseau V-LAN de vidéosurveillance de l'établissement et dans le Système de Gestion Vidéo (VMS) existant (*Genetec ou équivalent en place*)

- Câblage inclus : fourniture et pose d'un point d'accès type I en câble CAT6A, respectant le CCTG VDI, incluant toutes sujétions de cheminement.
- Configuration : Attribution d'une adresse IP statique définie par l'administrateur système. Configuration de la caméra pour un enregistrement continu à 15 images/seconde et un enregistrement événementiel à 25 images/seconde lors de détection de mouvement ou d'alarme.
- Tests de Recette : Un procès-verbal de recette sera établi après vérification du flux vidéo, de la qualité d'image (focus et couverture), de l'enregistrement sur le VMS et de la gestion de l'alimentation PoE.
 - Incluant modification des cycliques PEP – PCI – salle de crise etc